

Le livre du jour

Une nouvelle Europe?

Europa. La dernière chance de l'Europe

Valéry Giscard d'Estaing

XO Editions, 190 p.



A un moment où l'on s'interroge beaucoup sur l'avenir de l'Europe, le nouvel ouvrage du président Valéry Giscard d'Estaing apporte une contribution très importante au débat. Dans un style éminemment accessible, l'ancien président de la République française (1974-1981) ainsi que de la Convention, ayant préparé le projet de traité constitutionnel européen au début des années 2000, nous livre une analyse historique des développements des quarante dernières années avant de présenter son projet de relance de l'Europe.

Pour Valéry Giscard d'Estaing, qui a toujours œuvré à la construction monétaire de l'Europe, l'intégration européenne a pris un mauvais tournant à partir du début des années 1990 avec des élargissements trop rapides et l'incapacité à procéder aux réformes internes nécessaires et à l'achèvement de son intégration économique. Tout cela dans un monde dominé de plus en plus par le rôle excessif et sans garde-fous suffisants de la finance internationale ainsi que l'émergence de nouvelles forces au premier rang desquelles se trouve la Chine.

Ces changements menacent l'Europe de déclassement. Pour ne pas perdre la maîtrise de son destin, pour préserver l'emploi et les

valeurs qui sont les siennes, Valéry Giscard d'Estaing juge que l'Europe doit devenir une vraie puissance économique globale. A ses yeux, la solution ne peut pas venir d'une relance de l'Union européenne. Son projet vise à créer «Europa», c'est-à-dire à établir un noyau dur de 12 Etats membres prolongeant la monnaie unique par une véritable union fiscale et budgétaire, dotée à terme d'un trésor européen et d'un mécanisme de solidarité financière.

Valéry Giscard d'Estaing plaide pour la création d'institutions communes propres à «Europa» et distinctes de celles de l'Union européenne. Ce faisant, il met l'accent sur une institution rassemblant les représentants nationaux au plus haut niveau des exécutifs (qu'il nomme directoire) et sur un congrès faisant la part belle aux membres des législatifs nationaux. Cela en gommant des institutions communes comme le sont dans l'Union européenne la Commission, le Parlement et la Cour de justice. Dépourvu de vrais contre-pouvoirs, le directoire, qui aurait un président permanent et prendrait ses décisions à la majorité qualifiée, pourrait faire l'objet de critiques analogues à celles qui sont adressées depuis plusieurs années au Conseil européen.

Mais, au-delà d'une discussion sur la méthode d'intégration et l'architecture institutionnelle d'«Europa» ainsi que sur la désirabilité d'une articulation avec les institutions de l'Union européenne, qui devraient de toute façon faire l'objet d'un débat politique, ce qu'il faut retenir du livre est l'appel à un approfondissement de l'intégration européenne pour établir une fédération capable de faire face aux défis du monde global.

Gilles Grin, Fondation Jean Monnet pour l'Europe